

Projet FORCE – Dispositif régional d’expertise sur la gouvernance financière

**Fiche de poste**

**Expert(e) technique commande publique – Expert(e) résident(e) long terme**

**PROJET :**

Nom du projet : **Projet FORCE - Dispositif régional d’expertise sur la gouvernance financière dans la zone UEMOA, la Mauritanie et la Guinée Conakry**

Bailleur : AFD

Agence de mise en œuvre : Expertise France

Bénéficiaires : Administrations des finances des Etats membres de l’UEMOA, de la Mauritanie, de la Guinée Conakry

Durée du recrutement: 24 mois (temps plein)

Emplacement de la mission : Abidjan, Côte d’Ivoire

Intitulé du poste : **Expert(e) technique Commande publique**

Personnes à contacter : [kenza.bennani@expertisefrance.fr](mailto:kenza.bennani@expertisefrance.fr), [carole.devidal@expertisefrance.fr](mailto:carole.devidal@expertisefrance.fr)

Date limite de réponse : **10 septembre 2021**

**PRESENTATION DU PROJET :**

Le projet **FORCE** est une facilité d’assistance technique dans le domaine des finances publiques en soutien aux autorités nationales des pays de la zone UEMOA, de la Guinée et de la Mauritanie dans un premier temps, puis à la zone CEMAC dans un second temps.

Le projet consiste en la constitution d’une équipe pluridisciplinaire d’experts résidents basés à Abidjan et intervenant sur les principales thématiques des finances publiques, à savoir la commande publique, la comptabilité publique, la gestion budgétaire, et la gestion fiscale et douanière.

Cette équipe d’experts interviendra à la demande des autorités afin de réaliser des missions d’assistance technique perlée dans les domaines mentionnés.

**L’objectif général du projet est de faciliter et d’appuyer la préparation et la mise en œuvre des réformes du système de gestion des Finances Publiques dans la zone UEMOA, la Guinée et la Mauritanie**.

La réalisation de l’objectif général passe par la réalisation des 2 objectifs spécifiques suivants :

* Les administrations financières formulent des plans de réforme fondés sur une analyse de la situation de référence et une trajectoire crédible du changement.
* Les administrations financières renforcent leurs capacités de gestion, les outils à leur disposition et leurs partenariats pour la mise en œuvre des réformes.

Pour accompagner les bénéficiaires, les activités ont été structurées en 4 composantes :

Composante 1 : Appui à la programmation et à la gestion budgétaire

Composante 2 : Appui à la mobilisation des ressources intérieures

Composante 3 : Appui à la gestion de la comptabilité publique et au renforcement des corps de contrôle

Composante 4 : Appui à l’amélioration de la commande publique

**L’assistance technique sera mise œuvre par une équipe projet terrain basée à Abidjan composée :**

1. D’un(e) coordinateur(trice) de projet,
2. De 4/5 experts(es) thématiques couvrant toutes les composantes
3. D’un(e) chargé(e) de projet,
4. D’un(e) assistant(e) de projet.

**PRESENTATION DU POSTE :**

Pour la mise en œuvre du projet FORCE, Expertise France recrute un(e) expert(e) technique – résident(e) long terme à Abidjan pour une mission de deux ans.

L’expert(e) technique retenu, sous la supervision du coordinateur (trice) du projet, sera en charge d’assurer la bonne mise en œuvre des activités de la composante 4 « Amélioration de la commande publique ». Il/elle sera chargé(e) de la mise en œuvre de la composante 4 en réalisant les missions techniques sur cette thématique. L’objectif de la composante 4 est:

« Les appuis du dispositif renforcent la capacité des Etats à (i) conduire des achats à un meilleur rapport coût-efficacité en suscitant une large compétition au sein du secteur privé, à (ii) disposer d’un système de commande publique transparent et permettant la redevabilité vis-à-vis des citoyens».

Il/elle sera amené(e) à travailler de manière rapprochée avec les administrations des pays partenaires et plus directement avec les directions en charge de la commande publique au sein des ministères des Finances, des autorités contractantes, des unités PPP, des autorités porteuses de projets.

Les activités s’adapteront aux demandes exprimées par les pays bénéficiaires et à leur contexte spécifique mais pourraient concerner les missions suivantes :

* Evaluation MAPS (préparation ou encadrement d’une évaluation MAPS ou réalisation d’un module en intégrant l’expert à la task-force multi-bailleurs)
* Analyse des achats (revue des achats passés d’une ou plusieurs autorités contractantes de manière à évaluer l’efficacité, l’efficience et la conformité des opérations d’achats)
* Assistance technique à la modernisation du cadre légal, réglementaire et institutionnel (revue des textes de loi, décrets, circulaires encadrant la fonction achat et les PPP, appui à la revue des projets de norme, comparaison avec les standards internationaux type MAPS ou UNCITRAL Model Law)
* Assistance technique aux autorités contractantes (organisation de la fonction achat, définition d’une politique d’achat ou PPP, commande publique durable, planification des achats, préparation et conduite des consultations, évaluation du cycle de vie d’un produit, préparation des documents contractuels, gestion des contrats)
* Assistance technique aux autorités porteuses de projet PPP (organisation de la personne publique, planification des projets, structuration juridique et financière, passation et transaction, suivi de l’exécution des projets, comptabilisation des PPP et engagements de l’Etat)
* Assistance technique à la professionnalisation des acheteurs publics (identification des besoins, appui à l’élaboration de cadres de compétences, formulation d’un plan de renforcement des capacités/de formation, appui à l’élaboration de modules pédagogiques, de programmes de certification)
* Assistance technique à la régulation de la commande publique (identification des outils nécessaires pour répondre aux gaps entre le cadre réglementaire et les pratiques, déploiement de système d’e-procurement, élaboration de documents de consultation et documents contractuels type, appui au suivi et à l’analyse des données d’achat)
* Assistance technique au contrôle et à la transparence des marchés (cartographie des risques, conception d’outils et de plan d’action pour le contrôle interne, ajout de la fonction achat dans le champ de l’audit interne, appui à la mise en place d’un canal de recours et de traitement des plaintes)

**L’expert(e) devra :**

* + Réaliser les missions d’assistance technique concernant la composante 4 ;
  + Produire les livrables stratégiques pour chacune des missions réalisées ;
  + Réaliser les missions d’élaboration de plans de formation et organisation de la mise en œuvre ;
  + Participer à la rédaction des rapports techniques semestriels ;
  + Appuyer le pilotage des travaux de capitalisation en lien notamment avec le (a) coordinateur(trice) et le/la chargé(e) de projet ;
  + Appuyer les actions de visibilité et de communication du projet en lien notamment avec le/la chargé(e) de projet ;
  + Appuyer le pilotage du dispositif de suivi-évaluation (définition des indicateurs par mission, etc.), en lien notamment avec le(a) coordinateur(trice) et le/la chargé(e) de projet ;

L’expert(e) est placé sous l’autorité du coordinateur(trice) et de la Direction du Département « Gouvernance économique et financière » (GEFI), à laquelle il rend compte.

## DUREE DE LA MISSION, LOCALISATION ET MOYENS MATERIELS

La durée prévisionnelle de la mission est de deux ans.

**L’expert(e)** sera résident à Abidjan en Côte d’Ivoire au sein des bureaux dédiés aux projets d’Expertise France.

Il aura à sa disposition l’équipement adéquat, en informatique, mobilier, téléphone permettant les liaisons internationales, un système de visio-conférence pour les réunions et les formations, avec une ligne Internet.

Il aura accès à une salle de réunion partagée et disposera d’un budget permettant de louer des salles extérieures.

**QUALIFICATIONS ET COMPETENCES**

* Diplôme de l’enseignement supérieur de niveau master ou équivalent dans un domaine pertinent avec la mission (droit public des affaires, finances publiques) ;
* Expertise confirmée dans le domaine de la commande publique (marchés publics et PPP) ;
* Goût avéré pour le travail en équipe et en réseau ;
* Sens du relationnel, de la communication ;
* Esprit d’initiative, sens des responsabilités ;
* Sens de l'organisation et de la rigueur ;
* Autonomie, flexibilité et réactivité ;
* Qualités analytiques et esprit de synthèse ;
* Maîtrise des outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint, etc.) ;
* Diplomatie et discrétion ;
* Capacité avérée à travailler dans un environnement multiculturel.

**EXPERIENCE PROFRESSIONNELLE :**

* Expérience d’au moins 10 ans dans le domaine de la commande publique ;
* Expérience dans la mise en place de cadres juridiques et institutionnels, dans la définition de politique et stratégie sur la commande publique, la maîtrise du cycle de vie des achats publics et d’un projet réalisé en mode PPP, conformément aux standards internationaux ;
* Expérience en renforcement de capacités, renforcement organisationnel, formations et conduite du changement ;
* Expérience professionnelle réussie souhaitée dans la coopération internationale ou en expatriation dans un des pays du périmètre du projet ou du continent africain.